



WORLD TRADE ORGANIZATION
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO



OECD
ORGANISATION OF ECONOMIC
CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

COMMUNIQUE DE PRESSE

PRESS/427
12 décembre 2005

(05-0000)

ASSISTANCE TECHNIQUE

L'aide pour le renforcement des capacités commerciales des pays les plus pauvres a augmenté de 50 pour cent depuis Doha

Le volume de l'assistance technique et du renforcement des capacités liés au commerce (AT/RCLC) — qui vise à aider les pays en développement et les pays les moins avancés à participer plus efficacement au commerce international — a augmenté de 50 % depuis la Déclaration ministérielle de Doha en novembre 2001. Sous l'effet de la multiplication des activités des donateurs dans ce domaine, l'aide à l'appui du renforcement des capacités commerciales représente désormais quelque 4.4 % des engagements totaux d'aide des principaux donateurs, si l'on en croit un rapport conjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Le rapport en question s'appuie sur les informations contenues dans la base de données conjointe OMC/OCDE sur le renforcement des capacités dans le domaine du commerce, accessible à l'adresse <http://tcbdb.wto.org>. Cette dernière, qui a vu le jour en novembre 2002, recèle aujourd'hui des renseignements sur près de 15 000 activités portant sur la période 2001-2006, et regroupe les engagements d'aide notifiés par plus de 40 donateurs bilatéraux et organismes multilatéraux au titre de l'assistance technique et du renforcement des capacités liés au commerce.

Dans ce domaine, l'aide s'articule autour de trois grands axes :

- **Politiques et réglementations commerciales** — pour aider les pays à entreprendre des réformes et à se préparer à une intégration plus poussée au système commercial multilatéral — 0.85 milliard USD en 2003-04 contre 0.65 milliard USD en 2001-02 ;
- **Développement des échanges commerciaux** — pour aider les entreprises à prendre part au commerce international et contribuer à l'instauration d'un climat propice aux activités commerciales — 2.1 milliards USD en moyenne contre 1.3 milliard pour les mêmes périodes ; et
- **Infrastructure** — pour aider les pays à se doter des infrastructures physiques nécessaires à la production, au transport et à l'exportation de marchandises — environ 9.3 milliards USD en 2003.

Le rapport présente aussi les résultats d'une enquête, dont il ressort que les donateurs sont devenus beaucoup plus actifs dans ce domaines ces dernières années : les financements ont augmenté, des stratégies et directives de programmation pour le développement du commerce international ont été mises en place,

une prise de conscience s'est opérée du rôle de l'assistance à l'appui du commerce international pour la réduction de la pauvreté et le dialogue s'est intensifié entre les spécialistes du développement et ceux des questions commerciales.

BASE DE DONNEES SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LE DOMAINE DU COMMERCE

<http://tcbdb.wto.org>

FAITS SAILLANTS

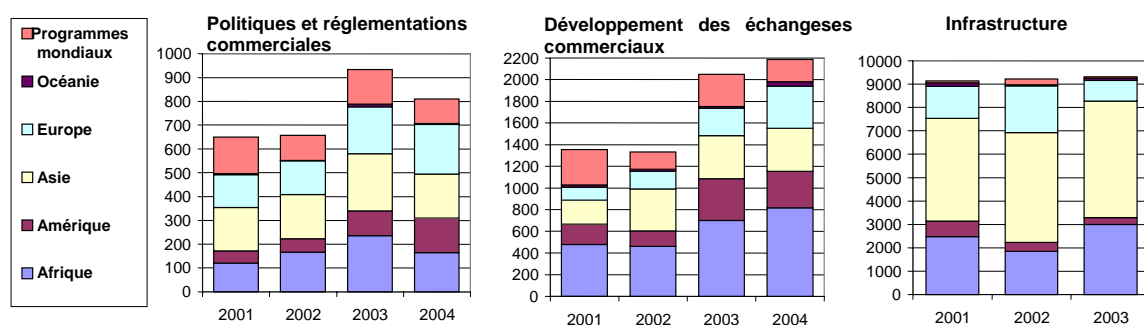
Rapport conjoint OMC/OCDE de 2005 sur l'assistance technique et le renforcement des capacités liés au commerce (AT/RCLC)

La base de données conjointe OMC/OCDE sur le renforcement des capacités dans le domaine du commerce (BDRCC) contient des informations sur près de 15 000 activités portant sur la période 2001-2006, notifiées par plus de 40 donateurs bilatéraux et organismes multilatéraux. Le rapport fait un tour d'horizon de l'évolution des engagements au titre de l'assistance technique et du renforcement des capacités liés au commerce (AT/RCLC) entre 2001 et 2004, telle qu'elle ressort des données contenues dans la BDRCC.

Y sont distinguées trois grandes catégories d'assistance liée au commerce :

- **politiques et réglementations commerciales** — pour aider les pays à entreprendre des réformes et à se préparer à une intégration plus poussée au système commercial multilatéral ;
- **développement des échanges commerciaux** — pour aider à l'instauration d'un climat propice aux activités commerciales ; et
- **infrastructure** — pour aider les pays à se doter des infrastructures physiques nécessaires au transport et à l'exportation de marchandises.

Graphique 1 — Répartition de l'AT/RCLC et des aides à l'infrastructure
par région et principale catégorie — millions USD



Depuis l'adoption de la Déclaration ministérielle de Doha, l'aide au renforcement des capacités commerciales s'est accrue de 50 % au total :

- Les engagements visant les **politiques et réglementations commerciales** sont passés de 0.65 milliard USD en 2001-02 à 0.85 milliard USD en moyenne en 2003-04, et ceux destinés au **développement des échanges commerciaux** de 1.3 milliard USD à 2.1 milliards USD en moyenne au cours de la même période.
- La part des pays les moins avancés (PMA) s'est chiffrée à 16% des engagements pour ce qui est de l'aide au titre des **politiques et réglementations commerciales** et à 20% pour ce qui est du soutien au **développement**

des échanges commerciaux, contre 25% en 2003 pour les deux catégories.¹

- Les contributions aux **instances multilatérales oeuvrant dans le domaine de l'AT/RCLC** (Programme intégré conjoint d'assistance technique, Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré et OMC, notamment) ont progressé de 26 millions USD en 2001 à 45 millions USD en 2003, niveau dont elles n'ont pas bougé en 2004.
- Le soutien en faveur des infrastructures économiques — transport, énergie et télécommunications — essentielles pour commercer, a représenté 9.3 milliards USD en 2003, dont une part accrue est allée à l'Afrique.
- En 2003, l'AT/RCLC et les aides à l'infrastructure ont absorbé respectivement 4.4 % et 25 % des engagements d'aide totaux.²

Suite aux promesses faites par le G8, l'UE et au Sommet mondial 2005 des Nations unies, le volume total de l'aide publique au développement devrait, d'après les projections du Secrétariat du CAD, passer de 80 milliards USD en 2004 à 130 milliards USD en 2010. Etant donné l'attention grandissante portée au rôle du commerce international et des infrastructures dans la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, l'enveloppe de l'aide destinée à favoriser une participation plus étroite et plus efficace des pays en développement au commerce international pourrait augmenter notablement dans les années à venir.

Le rapport présente aussi les résultats d'une enquête de l'OCDE sur l'AT/RCLC, dont il ressort que les donateurs sont devenus beaucoup plus actifs dans ce domaine ces dernières années. Cela se reflète par un accroissement des financements, de même que du nombre de donateurs dotés de stratégies expresses et directives de programmation en matière d'AT/RCLC, par une plus grande conscience de l'importance de l'AT/RCLC pour le développement et la réduction de la pauvreté, et par une intensification du dialogue entre les spécialistes du développement et ceux des questions commerciales. Par ailleurs, un certain nombre de donateurs ont procédé à un examen de leurs programmes bilatéraux et/ou de leur participation à des programmes multilatéraux afin d'évaluer l'efficacité de leurs activités d'AT/RCLC. Le rapport inclut en outre un "Bref aperçu du renforcement des capacités dans le domaine du commerce" fournissant, pour chaque donneur, un récapitulatif du volume de son aide, de sa stratégie, de ses objectifs et de ses sphères d'intervention, géographiques et thématiques.

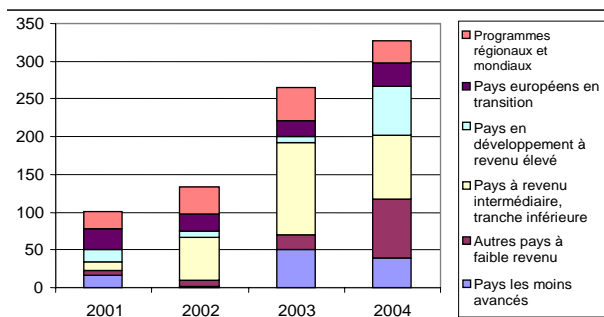
Le rapport 2005 se penche aussi sur deux aspects importants du Programme de Doha pour le développement, le lancement des négociations de l'OMC sur la facilitation des échanges et la mise en œuvre du volet développement de l'Initiative sur le coton, et rend compte de l'évolution récente de l'aide dans ces deux domaines.

¹ Ce recul est dans une large mesure imputable au cycle de programmation des principaux donateurs, qui ont pris de nombreux engagements pluriannuels nouveaux en faveur des PMA en 2003.

² Estimation de l'OCDE reposant sur les chiffres de l'aide publique au développement (APD) ventilable par secteur. Les données relatives à 2004 ne sont pas encore disponibles.

Facilitation des échanges

L'aide à la facilitation des échanges a fortement et régulièrement augmenté ces dernières années. Les engagements dans ce domaine ont plus que triplé entre 2001 et 2004, pour totaliser 330 millions USD. Cette assistance passe principalement par le canal multilatéral, y compris la CE. Au cours de la période 2001-2004, les premiers bénéficiaires en ont été les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure — à commencer par ceux des Balkans et d'Afrique du Nord — mais le pourcentage et le volume des apports aux pays à faible revenu (PMA et autres pays à faible revenu) s'inscrivent sur une tendance à la hausse depuis 2003.



Initiative sur le coton

Le tableau qui suit indique le montant des engagements d'AT/RCLC considérés comme spécifiquement liés au coton au niveau régional en faveur des quatre promoteurs de l'Initiative sur le coton (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad) ainsi que d'autres pays africains pour la période 2001-2004. Pour l'Afrique, ces engagements ont totalisé 63.4 millions USD en 2004 conformément au mandat défini dans l'Ensemble de résultats de juillet, soit un niveau cinq fois supérieur à celui de 2002-2003. A l'échelle mondiale, ils se sont chiffrés à 78.6 millions USD ce qui représente une progression de 150 % par rapport à 2002-2003.

	2001	2002	2003	2004
Afrique	0.20	13.20	12.44	63.47
Programmes multi-pays et mondiaux en faveur des PMA	8.07	21.22	16.61	0.02
Autres pays	0.00	0.02	0.08	15.12
TOTAL	8.28	34.44	29.13	78.61

Source : BDRCC

Chiffres en millions USD